

## ANNABA

# Echauffourées entre habitants et automobilistes à Rizzi-Amor

**Avant-hier, en début de soirée et jusque tard dans la nuit, à la plage Rizzi-Amor, à Oued-Kouba et sur les hauteurs de la Baie des Corailleurs, l'ordre public et la circulation ont été perturbés par plusieurs personnes qui avaient occupé la voie publique.**

Selon des témoins oculaires, des échauffourées ont éclaté entre les automobilistes et les habitants du voisinage Rizzi-Amor - Oued-Kouba. La cause serait les difficultés d'accès chez eux pour les habitants et l'arrêt de toute circulation automobile à destination ou au retour du cap de Garde.

Les ruptures des canalisations d'alimentation en eau potable, celles des eaux usées, les coupures d'électricité et l'ouverture de grandes tranchées à même la route seraient à l'origine du mouvement de colère. Ce dont ont tenté de profiter les individus connus pour être des repris de justice et des délinquants notoires

habituels des lieux qui ont tenté d'attiser le feu. Ils ont profité de l'impatience des automobilistes et du sentiment d'injustice des habitants, pour se positionner à proximité du rond-point de Bel-Azur.

C'est ainsi que pour avoir osé s'opposer à leur agressivité, un chauffeur de taxi sera sauvagement battu à hauteur du terminal des arrêts de bus Rizzi-Amor. Ces incidents, comme l'embouteillage monstre de plusieurs heures qui ont suivi, ont été démentis par la responsable de la cellule de communication de la Sûreté urbaine de wilaya. Ce démenti a étonné plus d'un parmi les habitants, gérants de locaux commerciaux, consom-

mateurs et automobilistes des cités, quartiers et plages proches de Bel-Azur, Baie des Corailleurs, Oued-Kouba, La Caroube et Val Mascort. Tous ont confirmé les incidents, les agressions et les attroupements ayant le caractère de trouble à l'ordre public.

Certains ont même donné des détails précis sur des comportements condamnables de conducteurs ou des délinquants agresseurs. «Avec ma famille, j'ai assisté depuis la terrasse de mon habitation à ces incidents et à l'agression du chauffeur de taxi. J'ai vainement tenté de contacter par téléphone la police. Durant plusieurs heures, la circulation routière a été bloquée et des bagarres ont éclaté entre des personnes dont des habitants et conducteurs. Les traces des violences sont encore visibles à hauteur du terminus des bus où un conducteur de

taxi agressé à l'arme blanche a perdu beaucoup de sang», a affirmé M. B. Mohamed Rédha, habitant sur les hauteurs de Rizzi-Amor. Son témoignage est corroboré par plusieurs autres gérants de locaux commerciaux, habitants et consommateurs présents lors des incidents. Ils sont imputés aux entreprises chargées de la rénovation du réseau d'évacuation des eaux usées.

«Leurs engins ont tout cassé pour creuser la tranchée destinée à la pose des conduites. Les habitants ont demandé aux responsables du chantier de préserver les conduites d'eau potable, gaz et les câbles électriques alimentant les habitations et les commerces. Vainement puisque depuis plusieurs jours, nous sommes privés d'eau et des autres commodités», précise M. B. Mohamed Rédha.

A. Djabali

## TIZI-OUZOU

## Les citoyens d'Agouni Gueghrane ferment l'usine Cevital

**Les citoyens du village Tafsa, dans la commune d'Agouni Gueghrane, situé à près de 40 km au sud de Tizi-Ouzou, ont procédé à la fermeture de l'unité d'eau minérale Lalla Khedidja du groupe Cevital, samedi dernier, pour protester contre les promesses non tenues par le responsable de l'unité à l'égard des jeunes chômeurs villageois.**

Dimanche dernier, un sit-in a été tenu au siège de la daïra des Ouadhias par les citoyens

contestataires, conduits par le comité du village, pour dénoncer au premier représentant de l'Etat la non-tenue des engagements pris par la direction de l'unité d'eau minérale Lalla Khedidja relevant du groupe Cevital, à savoir la création de postes d'emploi pour les jeunes chômeurs de Tafsa. La population fait valoir le fait que c'est sur le territoire de leur village qu'est située la source d'eau exploitée par Cevital et que passent les canalisations pour le transfert d'eau depuis l'ancienne unité du temps de l'ETK (Entreprise touristique de Kabylie), rachetée par Issad Rebrab il y a quelques

années, vers le nouveau site qui abrite l'actuelle usine d'eau minérale.

Une délégation du comité de village a donc été reçue par le chef de daïra à qui elle a fait part des revendications de la population.

On croit savoir que même les vannes d'alimentation à partir de la source d'eau ont été fermées par les citoyens pour exprimer leur mécontentement. A l'heure actuelle, l'usine est fermée, les citoyens sont dans l'attente des suites qu'on donnera à leur demande. Affaire à suivre...

M. S. Bel

## Peine capitale requise contre l'auteur et le complice d'enlèvement et assassinat d'un enfant

**La 2<sup>e</sup> session du tribunal criminel de Tizi-Ouzou a débuté samedi par l'affaire d'enlèvement, de demande de rançon et d'assassinat avec préméditation d'un enfant de 4 ans, faits survenus le 7 novembre 2007 dans la localité de Tirmintine, à une dizaine de kilomètres au sud-ouest du chef-lieu de wilaya. B. Rabah et N. Youcef étaient au banc des accusés pour répondre des chefs d'inculpation sus-évoqués.**

L'acte d'accusation était si détaillé et les faits si cruels que le greffier, bouleversé, eut beaucoup de peine à lire durant près d'une heure l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation. La présidente a dû venir à son secours en suspendant la séance pour lui permettre de reprendre ses esprits.

Le récit du principal accusé, pressé de questions par la présidente, provoquera une réaction d'horreur chez le père de l'innocente victime et de toute l'assistance. L'homme récit, laissant soigneusement dans l'ombre la manière dont la victime a été assassinée, suffisait amplement pour faire la conviction des juges quant à l'auteur du crime abomi-

nable, sur ses motivations et celles de son complice. Derrière la rançon — 100 puis 150 millions — devant leur permettre d'aller chercher fortune en Espagne, se cache selon toute vraisemblance un autre mobile inavouable, refoulé malgré l'insistance des juges et du père de la victime. Le principal accusé, célibataire de 35 ans, n'est pas un enfant de chœur. Buveur et vendeur clandestin de boissons alcoolisées et, semble-t-il, même de la drogue, repris de justice, il s'est aménagé depuis quelque temps déjà une tente dans la forêt à proximité de son village natal où il recevait ses compagnons de beuverie et même des adolescents, simples curieux atti-

rés par les bois. A l'entendre ce n'était pas la victime, l'enfant de son voisin fonctionnaire à l'APC, qui était initialement ciblée, mais un adolescent de 15 ans, fils d'un riche commerçant, qui devait être kidnappé sur l'idée de N. Youcef en exigeant une rançon. Comme ce n'était pas facile de s'en prendre à cet adolescent, capable de se défendre, et qui était toujours en compagnie de collégiens, l'idée leur vint d'enlever la victime âgée de 4 ans fréquentant quotidiennement le domicile de B. Rabah dit Ramdane qu'il suivait partout. C'est ainsi que le 7 novembre à 12h l'enfant partit, en toute innocence et insouciance, en compagnie de son futur assassin, qui venait de le restaurer, en direction de la forêt où il a été découvert 12 jours après dans un puits de 4 m de profondeur, le corps en décomposition, lié de fer et étouffé, selon le rapport d'autopsie. L'idée de l'enlèvement et de la rançon serait de N. Youcef.

D'après l'accusé, ce serait également le même Youcef qui aurait attaché la victime pour la jeter dans un puits. N. Youcef dément : «Le jour de l'enlèvement j'étais à Mekla je n'ai pris aucune part à l'assassinat. J'ai même été le premier à dénoncer B. Rabah à la gendarmerie de Draâ Ben Khedda.» Comment expliquer alors ses approvisionnements réguliers chaque soir ? Pourquoi a-t-il servi d'intermédiaire entre le kidnappeur, qui réclamait un portable, et le père de la victime qui acheta l'appareil afin d'entendre les exigences du ravisseur ?

Les deux comparses se seraient partagés les tâches, selon le procureur général. B. Rabah était chargé de la surveillance de l'enfant, N. Youcef de l'approvisionnement et de la communication. Il réclamera, par conséquent, la peine capitale à l'encontre du principal accusé et la perpétuité contre son complice.

B. T.

## BOUIRA

## La grève des adjoints d'éducation largement suivie

**La grève à laquelle a appelé la coordination nationale des adjoints d'éducation affiliée au SNTE, a eu un écho largement favorable au niveau des 120 établissements scolaires de la wilaya de Bouira.**

En effet, d'après le coordinateur de wilaya, Demmouche Mourad, les adjoints d'éducation dont le nombre avoisinerait les 900, et travaillant au niveau des 86 CEM et des 34 lycées de la wilaya, ont répondu massivement à cet appel et le taux de grève a dépassé les 90% (64% exactement selon la direction de l'éduca-

tion). Selon ce coordinateur, la paralysie des établissements scolaires a été telle que certains directeurs de CEM ont renoué les élèves car ils ne pouvaient pas assurer le bon fonctionnement de leurs établissements en l'absence de ces adjoints d'éducation. C'est le cas, selon notre interlocuteur, d'un CEM à Haizet et d'un autre à Kadria.

Deux cas ont été salués par le coordinateur de wilaya qui estime que ces deux directeurs n'ont fait que valoriser le métier de l'adjoint d'éducation dont le premier rôle est d'assurer une bonne discipline au niveau des établissements scolaires. Parallèlement à cela, le coor-

dinateur de wilaya a vivement dénoncé certains enseignants qui se sont relayés pendant la journée afin de suppléer l'absence de ces adjoints d'éducation en grève de protestation.

Concernant les revendications de ces adjoints d'éducation, celles-ci s'articulent autour de leur classification dans les nouveaux statuts de la Fonction publique qui les a classés dans la catégorie 7, alors qu'ils demandent la 10. Il le nombre d'heures de travail qui devait être de 28 heures au lieu de 36 actuellement et enfin, la formation et le recyclage pour bénéficier de promotions comme surveillants généraux.

Y. Y.

## SOUK-AHRAS

## Les cartes Chifa en bonne voie

A l'instar des autres wilayas du pays, la mise en œuvre de la carte à puce Chifa a été menée avec succès à la Cnas de Souk-Ahras. Selon une source bien informée, quelque 18 000 cartes magnétiques Chifa sur les 92 000 assurés sociaux recensés ont été remises. L'opération de comptage se déroule dans une pièce équipée où le travail s'effectue à un rythme soutenu. Les malades chroniques et autres assurés ont été convoqués par les services de la Cnas de Souk-Ahras pour procéder à la récupération de leurs cartes. Par cette opération, qui entre dans le cadre de la modernisation des structures de la Caisse nationale de sécurité sociale, les carnets de tiers payants seront remplacés par une carte à micro-processeur.

Les détenteurs de cette carte pourront ainsi s'approvisionner en médicaments dans les officines ayant signé des conventions. A rappeler que cet outil moderne avec des logiciels développés par la Cnas permet à ces partenaires, pharmaciens, médecins, dentistes, de tenir à jour leurs fichiers et dossiers et d'éviter les renseignements superflus dans les traitements. Cela permet aussi un meilleur suivi des malades.

Barour Yacine

## MOSTAGANEM

## Projet de réalisation de soixante mosquées

La wilaya de Mostaganem vient de bénéficier d'un important projet de réalisation de soixante mosquées dont dix au moins seront construites durant l'année en cours. Pour ce faire, une enveloppe financière conséquente a été dérogée par le ministère des Affaires religieuses. Voilà bien une information qui devra faire la joie des fidèles, notamment ceux des zones et cités nouvelles dépourvues de ce genre d'infrastructure.

Sid-Ahmed Hadjar

## AIN-TEMOUCHENT

## Détournement de deux mineures à Béni-Saf

Deux jeunes Béni-Safiens, âgées de 18 ans, ont été arrêtées mardi par la Gendarmerie nationale de Béni-Saf, à la plage du Puits après qu'elles eurent détourné deux mineures âgées de 13 ans. Selon notre source, les deux jeunes ont conduit les deux filles dans un cabanon de la plage du Puits dans le but de les violer.

Cependant, un riverain a alerté les éléments de la Gendarmerie nationale qui ont intervenu à temps ; les deux voyous ont tenté de s'enfuir mais ils ont été vite appréhendés par les éléments de la gendarmerie et soumis à un interrogatoire au cours duquel ils sont passés aux aveux. Ils seront présentés au parquet de Béni-Saf pour détournement de mineures et tentative de viol.

## HAMMAM-BOU-HADJAR

## Un bébé abandonné dans un hammam

Alors qu'elle se trouvait dans un hammam, une femme fut surprise d'entendre les pleurs d'un bébé, provenant d'un panier abandonné dans un coin. Elle alerta la police de la ville de Hammam Bou-Hadjar qui se déplaça sur les lieux de la découverte.

Le bébé, de sexe féminin, est âgé d'environ 4 mois. Dans le panier se trouvait sa photo. Le bébé est actuellement à la maternité de l'hôpital de la cité des Thermes. Une enquête est ouverte pour identifier la mère du bébé.

S. B.

## ORAN

## Saisie de 100 kg de kif

Quelques jours seulement après la saisie de 160 kg puis de 9 kg de kif au niveau de Trouville, dans la commune d'Aïn-Turck, la brigade des stupéfiants de la Sûreté de wilaya d'Oran a interpellé, lundi dernier, au centre d'Oran, le conducteur d'un véhicule ayant à son bord 100 kg de kif. Une enquête a été ouverte et l'on soupçonnerait un lien entre ces trois saisies qui pourraient appartenir à un même groupe qui tente de «commercialiser» une importante quantité de kif introduite à Oran.

A. B.

## MASCARA

## Des élèves du CEM de Khaloua interpellent le wali

Cela s'est passé lundi dernier quand des élèves scolarisés au CEM de Khaloua, dans la daïra d'El Bordj, s'approchèrent du wali de Mascara et lui exposèrent leur problème de transport. Ils résident dans un douar situé à 5 km de leur établissement et un bus a été affecté pour le transport. Sous prétexte que la dernière rotation est effectuée à 16 h, ces collégiens ne sont pas transportés à leur sortie des classes.

Ceci provoquera l'ire du wali qui demandera au chef de daïra des communes de Khaloua et El Bordj de s'organiser afin qu'aucun élève ne souffre du problème de transport. Dans ce cas précis, c'est apparemment le chauffeur qui fait ce qui l'arrange.

M. Meddeber